

COMITE D'ACTION POUR LE RESPECT DE L'ETAT DE DROIT

www.comiterespectetadroit.fr

Contact:c.ared@yahoo.fr

Le 29 Octobre 2017 à 18h30 à la Maison des associations de Troyes, cette conférence était présidée par Jean-Louis CHATON, président du CARED, devant 120 participants.

Mr Jean-Louis Chaton accueille et remercie chaleureusement Mme Bérénice Levet de s'être déplacée jusqu'à Troyes. Après avoir remercié le Cared et l'auditoire de sa présence, c'est avec beaucoup d'enthousiasme et de conviction que Mme Bérénice Levet nous a entretenu ce soir de son dernier livre « Le Crépuscule des Idoles Progressistes » et plus particulièrement du dernier chapitre de son livre « Le droit des peuples à la continuité historique », sujet qui suscite de nombreuses controverses chez les intellectuels de tous bords et dans les médias montrant par cela les aspects dérangeants de sa pensée qui appellent à une profonde remise en cause du courant ultra dominateur de la doxa progressiste...Voici quelques extraits choisis de son discours.

J'ai choisi de vous entretenir ce soir sur ce thème qui est au cœur de mon essai « Le Crépuscule des Idoles Progressistes », car la question de la continuité historique de nos nations, de notre civilisation me semble un souci primordial des peuples, un des ressorts majeurs du vote populaire

Domine un sentiment et une expérience d'insécurité culturelle, identitaire,...qu'est la hantise qu'inspirent la transformation des modes de vie et de pensée, le changement de physionomie de son quartier, de son village par l'adoption de codes vestimentaires, d'usages, de rites, étrangers voire contraires aux nôtres (lorsqu'il s'agit de refuser de serrer la main d'une femme, ou de la part d'un chauffeur d'autobus, de succéder à une collègue femme).

Si les peuples ont perdu confiance dans leur responsables politiques traditionnels, c'est qu'ils ont compris que ceux-ci étaient définitivement entrés dans l'âge du post-national, ... et que tous dirigeants de pays qu'ils soient, les peuples leur étaient indifférents, ils se préoccupaient d'abord de les régler sur l'horloge mondiale, de l'adapter au monde de la globalisation économique et du multiculturalisme, de la GPA et de l'écriture inclusive. Je crois que le paysage politique est appelé à se reconfigurer autour de cette question.

Les peuples tendent à écarter du pouvoir ces derniers - et l'élection d'Emmanuel Macron ne doit pas nous abuser sur les forces qui travaillent la France. Comme nous pouvons le voir en Autriche et en Tchéquie où les peuples prennent une assurance contre leur propre dissolution. Ils votent pour les partis que l'on dit extrêmes, mais qui sont en réalité ceux qui reconnaissent la légitimité de l'aspiration à se continuer dans sa singularité, de ne pas assister passivement à sa propre dissolution et font droit au besoin d'identité nationale, de frontières, de souveraineté politique.

Car ce souci est méprisé, disqualifié, quand il n'est pas criminalisé par l'élite médiatique, culturelle, politique qui s'obstine à l'interpréter comme indice de crispation, frilosité, repli sur soi, xénophobie. IL ne reposerait que sur des fantasmes de dissolution, de « grand remplacement ».

Je me propose donc d'établir la pertinence de cette hantise, de montrer qu'elle ne repose pas sur des fantasmes, que les peuples, et en l'occurrence les Français ont raison d'être préoccupé de l'avenir de la France, en identifiant d'abord les forces qui travaillent contre cette continuité et ensuite de rendre à ce souci de continuité toute sa légitimité, c'est pourquoi j'en appelle à la reconnaissance d'un droit, car sans cela, la suspicion de racisme, islamophobie, pèse et surtout on ne peut sans l'énoncer haut et fort, refonder une politique d'assimilation et restaurer l'école dans une de ses deux missions, avec la formation d'esprit capable de penser (possédant la langue, la capacité de raisonnement et surtout la patience de former une pensée bien à soi et de l'élaborer) qui est de donner à connaître et à aimer la France, afin de fabriquer des Français, des HÉRITIERS d'une civilisation.

Si ce thème de la continuité historique me semble si important c'est que nous sommes à un moment crucial. Si nous ne réagissons pas, bientôt il sera trop tard, et en lieu et place de la France, nous aurons une entité multiculturelle qu'on continuera, par pur nominalisme, d'appeler la France mais où l'identité française ne sera plus qu'une composante parmi d'autres.

3 forces au moins se sont exercées contre la pérennité de la France, l'idéologie et spécialement l'éducation progressiste, l'UE, l'islamisme.

Les forces qui travaillent contre la continuité historique

Dès 1945, et avec la construction de l'Union européenne. Les nations au sortir de la guerre ne sont plus perçues que comme des facteurs de discorde, de guerre...L'Europe qu'on entend construire est une Europe qui se veut sans passé, sans mémoire sinon la mémoire de la guerre, de l'extermination qui justifie l'ensevelissement de ce monde. Les nations ont fait leur temps.

L'UE est le grand projet des progressistes et des libéraux, c'est alors que se scellent leurs intérêts convergents, levée des frontières, levée des limites : contre la « clause Molière » qui impose le français sur les chantiers...

Impatiente de retrouver sa souveraineté, la Grande-Bretagne vote en faveur d'une sortie de l'Union européenne. Le pouvoir politique et médiatico-intellectuel fulmine...Mais le comble est sans doute atteint avec la tribune de Bernard-Henri Lévy parue dans *Le Monde*, qui signe l'abdication de toute pensée au profit des seuls anathèmes : le Brexit, peut-on lire par exemple, « c'est la victoire du souverainisme le plus rance et du nationalisme le plus bête. C'est la victoire de l'Angleterre moisie sur l'Angleterre ouverte sur le monde et à l'écoute de son glorieux passé. C'est la défaite de l'autre devant la boursouffure du moi, et du complexe devant la dictature du simple ».

Le tournant décisif : les années 1970, **le progressisme en acte...** / la génération des baby-boomers...

Ils se perçoivent en chargé de mission, ils ont reçu pour mandat d'abolir le vieux monde et de le **périmier** ...Être français n'est pas qu'une question de généalogie, il ne suffit pas de se donner la peine de naître pour l'être, il faut s'en donner les moyens (responsabilité individuelle), mais encore faut-il que les agents de la transmission remplissent leur rôle, l'identité française devient une coquille qui se vide peu à peu de tout contenu.

Un point très intéressant et absolument décisif, qui m'a frappé dans l'enquête que j'ai conduite auprès des représentants de cette génération est que l'idée de *représenter* quoi que ce soit d'autre qu'eux-

mêmes, que leur propre personnalité leur devenait étrangère. L'individu post-68 vit, veut vivre en dehors de toute transcendance, transcendance de Dieu, mais également transcendance de la civilisation, de la nation auxquelles il doit d'être ce qu'il est. La conscience d'une dette contractée à l'endroit des ancêtres ne l'effleure pas même...

Ils commencent à exécuter les prérogatives attachées au statut d'adulte, spécialement la responsabilité. Ils cultivaient une certaine immaturité qui est allée s'exacerbant. Ne jamais vieillir, se promettaient les rebelles de Mai. L'adolescence s'éternise et les adultes se complaisent dans des pratiques infantiles. Ils se déplacent en patinette, lisent des bandes dessinées, parlent une langue rudimentaire copiée sur celle de leurs enfants, chassent les Pokémon, et déposent sur les lieux des attentats islamistes des « doudous ». « On peut faire de tout le monde des égaux (dit l'histoire), mais on ne fera jamais de tout le monde des aînés », écrivait Péguy....

Anthropologie progressiste : Idoles et alibi de la liberté, hypertrophie de la volonté, ivresse des possibles et idoles de l'ouverture, de l'ouverture à L'Autre, exaltation des différences dans l'oubli et surtout l'exécration de soi. Prêter des vertus émancipatrices à la désaffiliation, déliaison, à l'exaltation de l'individu mais un individu vide de toute substance, une monade, un atome plus qu'un individu au sens aristocratique du terme.

« La colombe légère, qui, dans son libre vol, fend l'air dont elle sent la résistance, pourrait s'imaginer qu'elle volerait bien mieux encore dans le vide. » Sauf que, dans le vide, nous dit Kant, elle ne volerait pas du tout. Cette résistance qu'elle ressent et appréhende comme un obstacle, un empêchement est la condition de possibilité de son mouvement, de son déplacement. Faute « de point d'appui », on se condamne à ne faire « aucun chemin », conclut le philosophe.

Cette colombe nous ressemble, ou plutôt nous lui ressemblons. Comme elle, nous vivons de l'illusion que les hommes sont et seront d'autant plus libres, d'autant plus créatifs, originaux, d'autant plus eux-mêmes, qu'ils seront délestés de tout héritage. Cette conception de la liberté est au fondement de l'éducation progressiste. Soustraire l'enfant au joug - du moins à ce qui n'est plus perçu que comme joug - du patrimoine historique, culturel mais aussi des normes, des codes, des significations collectives qui cimentent une société et inscrivent l'enfant dans un monde s'impose comme le nouvel impératif catégorique.

Nous n'avons plus vu dans la transmission de l'héritage civilisationnel qu'un instrument de domestication, de domination, d'assignation, de répétition du même. La transmission est frappée de suspicion, les agents de la transmission ne sont rien d'autres que des collaborateurs du vieux monde... Le déracinement, La désidentification pour objet, désidentification religieuse, nationale et désormais sexuelle et sexuée. Chaque peuple qui atteint un certain stade de développement se voit amené à pratiquer l'éducation. L'éducation est le moyen par lequel une communauté sauvegarde, transmet ses caractères physiques et intellectuels...Cet instinct s'est fortement émoussé, voire perdu depuis la décennie 1970, mais aujourd'hui il renaît. Les peuples aspirent à donner un avenir à l'histoire qui est la leur.

Fabriquer des êtres libres, capables de penser, de former des pensées bien à soi, mais non moins de fabriquer des Français. La chose était claire jusqu'alors « Vous tenez en vos mains l'intelligence et l'âme

des enfants ; vous êtes responsables de la patrie. Les enfants qui vous sont confiés n'auront pas seulement à écrire et déchiffrer une lettre, à lire une enseigne au coin d'une rue, à faire une addition et une multiplication. Ils sont français et ils doivent connaître la France, sa géographie et son histoire : son corps et son âme. »...

L'éducation, point où se décide si nous aimons suffisamment à la fois le monde et la civilisation historiquement constituée dans laquelle l'enfant entre, prendre une assurance contre la nouveauté dont l'enfant est porteur, lui **donner à connaître et à aimer** afin qu'il aspire à **continuer** la chronique qu'ont commencé à écrire ses ancêtres et nos enfants pour ne pas les jeter dans le monde, et permettre à cette nouveauté dont ils sont porteurs par naissance d'être création et non destruction.

Attention, objection facile, en apparence de bon sens : l'histoire, la littérature n'ont pas disparu des programmes, sans doute mais ces disciplines vont être enseignées selon des méthodes qui excluent que l'enfant puisse en faire sa propre matière, se les assimiler... La vraie transmission est aussi une question de dispositions à cultiver chez l'enfant....

Voici plus de quarante ans, depuis les années 1970, que nous nous oublions. La France s'est alors suicidée, elle ne s'est plus suffisamment aimée pour se donner un avenir en se transmettant aux générations nouvelles, elle s'en est même jugée indigne. Avant d'être défaite de l'intérieur par l'islamisme, elle travaillait à se décomposer. « Un peuple qui n'enseigne plus son histoire est un peuple qui perd son identité », déclare François Mitterrand en 1982. Assurément, et il est en somme assez logique qu'un peuple qui ne veut pas se donner d'avenir n'enseigne plus son histoire. Renoncer à transmettre le récit national est la voie la plus courte pour perdre son identité. Or, tel est bien l'objectif de l'anthropologie progressiste. Si La France se meurt aujourd'hui, c'est qu'une élite politique, culturelle, intellectuelle au pouvoir depuis cette décennie *a ouvert la main et laissé la patrie tomber par terre*, pour reprendre l'image de Simone Weil. L'islamisme n'a plus qu'à la ramasser. Le communautarisme musulman profite du programme mis en œuvre au cours de la décennie 1970, d'oubli et surtout d'exécration de nous-mêmes.

Si la France doit se reprocher quoi que ce soit, ce n'est pas de ne pas en faire assez pour les immigrés ou les Français d'origine immigrée mais au contraire d'en faire trop, beaucoup trop. Fidèles à l'ambition républicaine, nous ne tenons aucun compte de qui ils sont, ne cherchons pas à savoir d'où ils viennent mais soucions-nous seulement de *ce qu'ils ont à devenir* : des citoyens français, des êtres ouverts à une responsabilité, une responsabilité pour *notre* civilisation.

C'est notre renoncement à fabriquer des Français qui a offert un terrain fertile à l'islam radical. C'est en exaltant les identités multiples, en légitimant les communautés dans leurs revendications perpétuelles que nous avons creusé notre tombe. Si nous voulons faire contrepoids à la rhétorique djihadiste, il nous faut en finir avec une mémoire pénitentielle et nous repenser comme une civilisation digne d'être prolongée...

Depuis 2015 en proie à ce que l'on a appelé la « crise des migrants », l'Europe est soumise à une pression migratoire sans précédent, dont les peuples ressentent très fortement, et légitimement, la menace qu'elle fait peser sur la physionomie propre de leur pays. Ces groupes de populations qui abordent nos rives ne sont pas des voyageurs sans bagages. Ils arrivent chargés de mœurs, de coutumes, de significations étrangères voire contraires aux nôtres. Le devoir d'hospitalité dont l'Antiquité avait le génie n'a jamais signifié l'extinction de soi. L'hospitalité n'est pas un devoir inconditionnel. L'accueil ne saurait se faire au détriment de la nation hôte...

Date capitale : 1984, SOS Racisme La gauche mitterrandienne a donné à cette passion du monde commun le premier coup de grâce avec la création de SOS Racisme en 1984 et l'exaltation du droit à la différence.

Je voudrais vous faire observer que l'introduction dans le vocabulaire politique du syntagme **vivre-ensemble** témoigne de ce que nous avons renoncé à l'ambition politique par excellence de faire de l'un avec du multiple, de faire participer à une même forme d'humanité des êtres dissemblables au profit d'un indigent et morne dessein : la coexistence pacifique, dans l'oubli complet de la nation. Ce que confirme la définition qu'en propose l'édition 2017 du Petit Robert : « vivre-ensemble »? Le « fait de vivre harmonieusement entre citoyens dans l'égalité, le respect et la solidarité ». La définition confirme le congé donné à la nation. Il n'est plus question que de « valeurs », lesquelles sont censées à elles seules faire tenir ensemble la société...

Du côté des musulmans, l'Islam revigoré, d'une vigueur proportionnelle à notre dévitalisation. Cette ardeur des communautés installées dans nos pays, la véhémence de leurs revendications, que viennent démographiquement fortifier les vagues migratoires depuis 2010, ont fini par réveiller les Français...

Légitimité de l'aspiration à se continuer dans son identité particulière.

La bonne nouvelle est qu'en dépit de toutes ces forces qui s'exercent depuis plus de quatre décennies contre la pérennisation de la nation, une chose n'a pas encore été détruite : l'attachement des peuples à leur patrie, fidélité à soi, Même si, cette patrie s'est vidée de substance, ressemble davantage à une image d'Épinal, plutôt qu'à une patrie charnelle et pourtant c'est bien dans une patrie charnelle que veulent être rapatrier les Français. Qui sommes-nous ?

Sauf que, et on le voit aujourd'hui, le déracinement déracine tout sauf le besoin de racines...

Rendre sa légitimité à cette aspiration à se continuer est décisif :

- Re-légitimer l'école comme institution chargée de former, fabriquer des Français
- Pratiquer une politique d'assimilation, faute de quoi le droit du sol ne peut que déboucher sur le communautarisme Le communautarisme, ce qu'est véritablement le multiculturalisme, non pas l'enrichissement par les différences, mais la décomposition

La République française, passion du monde commun

On nous presse de toutes parts de renoncer à notre idéal d'intégration et d'assimilation au profit d'un modèle dit d'inclusion¹, au motif que notre idéal ne serait plus adapté à ce qu'est devenue la France. Mais

1. Cf. le rapport Tuot remis en février 2013 au Premier ministre d'alors, Jean-Marc Ayrault, explicitement intitulé « La

c'est là le raisonnement de ceux qui, sous couvert de neutralité sociologique, se font une spécialité d'entériner les faits presque accomplis et de les transmuier en ce qui doit être.

La France est en train d'être défaite par une idéologie qu'on essaie de nous imposer à marche forcée. Le multiculturalisme et la politique de reconnaissance des identités, des minorités ou encore de la diversité, importée des pays anglo-saxons, sont totalement étrangers et contraires à notre histoire. Multiethnique – comptant et ayant en somme toujours compté, parmi ses citoyens, des Français venus d'ailleurs –, notre nation n'a jamais été multiculturelle.

Le multiculturalisme signifie bien autre chose que l'enrichissement par les différences : il signifie la dislocation, l'émiettement de la nation. Et ce qui est offensé par ce communautarisme qui ne dit pas son nom, c'est une certaine idée de la République. Ce n'est pas seulement par fidélité à notre héritage que nous entreprenons la défense du modèle assimilationniste, mais soutenus par la conviction qu'il renferme un pari sur l'homme, une idée du politique, l'un et l'autre d'une extrême noblesse. Il nous faut redevenir sensibles à la grandeur de l'ambition française, à l'éminence de la conception française de la République.

Dans le concert des nations, la France se distingue (se distinguait ?) par sa passion du monde commun. Un monde irréductible à la somme des particularités mais la création d'une entité transcendant tous les particularismes. La République française n'a jamais rien voulu savoir des identités particulières tant elle avait foi dans le caractère substantiel de l'identité nationale. Elle a peut-être péché par excès : Simone Weil lui reproche son obsession de la centralisation, son refus de maintenir vivantes les communautés et les solidarités primitives, médiatrices entre l'individu et la nation, et nullement obstacles au patriotisme. Peut-être convient-il néanmoins de nuancer ce procès régulièrement intenté à la France, sans doute les particularismes ont-ils été sacrifiés à l'unité nationale, mais rien n'interdisait à chacun de cultiver dans la sphère privée ses fidélités premières.

Les langues régionales étaient sans doute étouffées mais pour faire de tous les enfants, sans distinction, les héritiers de la langue française et des humanités. Pareillement pour l'histoire : l'école les maintenait peut-être dans l'ignorance des légendes locales, mais elle les faisait vibrer à l'unisson aux récits des grands hommes qui avaient fait la France. L'éducation chez nous est nationale, il s'agit de tisser un fil qui rattache à une même histoire des enfants inscrits dans des réalités locales, régionales, sociales des plus dissemblables. Merci de votre écoute.

Applaudie par l'assistance, la conférence a été suivie de quelques questions de l'auditoire.